



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Liberté
Égalité
Fraternité

Analyste à la section Evaluation et suivi de la radicalisation

Direction : Direction de l'administration pénitentiaire (DAP)

Affectation : DAP/SNRP

Statut : Agents de catégorie A

Date de publication :

Date de fin de publication :

Informations générales

Corps / Grade :	Conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation	
Domaine fonctionnel RIME :		
Emploi-référence RIME :		
Groupe IFSE :	4A	NBI :
Poste vacant <input checked="" type="checkbox"/> Poste susceptible d'être vacant <input type="checkbox"/>	Poste susceptible d'être vacant	
Durée d'affectation attendue sur le poste :	2 ans	

Localisation administrative et géographique

Direction de l'administration pénitentiaire
Service national du renseignement pénitentiaire
35 rue de la Gare, 75019 PARIS (Site Olympe de Gouges)

Description du poste

Vos activités principales

Placé sous l'autorité hiérarchique du chef de service du renseignement pénitentiaire et de son adjoint, le titulaire du poste sera affecté, en qualité d'analyste, au sein de la section Evaluation et suivi de la radicalisation du Bureau de l'Investigation et de l'Analyse.

Composée d'une équipe pluridisciplinaire d'analystes, cette section revêt une double mission :

- Assurer la coordination et le soutien aux échelons territoriaux du renseignement pénitentiaire en matière de prévention du terrorisme et de la radicalisation ;
- Assurer l'interface, en terme de représentation et d'échanges d'information, avec les principaux interlocuteurs du Service.

En particulier, l'analyste devra :

- capitaliser les informations obtenues par le réseau ou les services partenaires en renseignant la base de données du renseignement pénitentiaire ;
- participer au recueil des informations remontées par les cellules interrégionales du renseignement pénitentiaire relevant de son champ de compétence ;
- fiabiliser, exploiter et valoriser les informations recueillies ou transmises à l'échelon central du SNRP ;
- répondre aux sollicitations des autres services de l'administration pénitentiaire, des autorités judiciaires et des services partenaires ;
- apporter son concours aux échelons régionaux dans son domaine de compétence ;
- participer à l'animation des échelons territoriaux du renseignement pénitentiaire, mener des opérations de sensibilisation/formation, et contribuer au développement du partenariat avec les autres services de renseignement.

Nombre d'agents à encadrer

☐ A ☐ B ☐ C ☒ Sans objet

Spécificités du poste / Contraintes / Sujétions

Le poste nécessitant d'accéder à des informations relevant du secret de la défense nationale, le titulaire fera l'objet d'une procédure d'habilitation au secret de la défense nationale préalable à sa prise de fonction conformément aux dispositions des articles R.2311-1 et suivants du Code de la défense et de l'IGI 1300 SGDSN/PSE du 09 août 2021.

Le titulaire de ce poste est soumis à l'ordonnance n° 58-696 du 6 août 1958 modifiée, relative au statut spécial des fonctionnaires des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ; et au décret n° 66-874 du 21 novembre 1966 modifié, relatif au statut spécial des fonctionnaires des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire.

Moyens mis à votre disposition (matériel, logiciels spécifiques, véhicules...)

Le statut de service de renseignement ne permet pas une description plus détaillée.

Les activités du service :

I – Missions et organisation du SNRP :

Service de renseignement au sens de l'article L. 811-4 du code la sécurité intérieure depuis le 1er février 2017, le service national du renseignement pénitentiaire est constitué d'un échelon central au sein de la direction de l'administration pénitentiaire, des dix cellules interrégionales du renseignement pénitentiaires (CIRP) au sein des directions interrégionales des services pénitentiaires, des délégations locales au renseignement pénitentiaire dans les établissements et des cadres référents du renseignement pénitentiaire au sein de SPIP.

Depuis le 15 juin 2019, le renseignement pénitentiaire, restructuré sous forme de service à compétence nationale, est placé sous l'autorité hiérarchique directe du directeur de l'administration pénitentiaire. Dès lors, l'échelon central du service du renseignement pénitentiaire est chargé d'animer et de superviser, au niveau national, les actions des unités déconcentrées du renseignement pénitentiaire.

Le renseignement pénitentiaire repose sur la collecte, le traitement et la diffusion d'informations en lien avec les risques d'atteinte à la sécurité de l'administration pénitentiaire, aux intérêts de la société, sous des finalités légalement encadrées de prévention contre le terrorisme, de prévention contre la criminalité et la délinquance organisés, et de prévention contre les évasions, de maintien de la sécurité et du bon ordre dans les établissements pénitentiaires.

Le service à compétence nationale élabore la politique nationale du renseignement pénitentiaire, traduite dans sa doctrine, dont il garantit l'application par son réseau. Par ailleurs, il centralise la gestion du recueil, du traitement et de la conservation du renseignement répondant à ses finalités et en lien avec les personnes détenues ou suivies en milieu ouvert. Ces informations peuvent provenir de sources humaines, techniques, partenariales, ouvertes ou fermées.

Composition et effectifs du service

Le statut de service de renseignement ne permet pas une description plus détaillée.

Votre hiérarchie

Le statut de service de renseignement ne permet pas une description plus détaillée.

Vos interlocuteurs métiers

Le statut de service de renseignement ne permet pas une description plus détaillée.

Votre profil

Vos principales compétences à mettre en œuvre

Connaissances	Savoir-faire	
Fonctionnement de l'AP (échelons déconcentrés notamment)	Rédaction d'écrits complexes	
Connaissances en matière d'application des peines	Maitrise des applicatifs informatiques pénitentiaires	
	Animation de réseau	
Savoir-être	Travailler dans l'urgence et de façon synthétique	
Discrétion professionnelle		
Disponibilité		
Qualités relationnelles et de travail en équipe		

Expériences professionnelles antérieures souhaitées

Une expérience dans un SPIP milieu fermé ou dans une antenne mixte est un plus.

Offres de formation associées à votre prise de poste

Une offre de formation d'adaptation à l'emploi est proposée par le SNRP ainsi qu'un catalogue de formation continue tout au long de la carrière de l'agent.

Perspectives d'évolution professionnelle

Accès à des postes diversifiés au sein du SNRP possible.

Informations complémentaires

Le statut de service de renseignement ne permettant pas une description plus détaillée des missions évoquées précédemment, vous pourrez adresser un message à l'adresse ci-dessous pour plus de précisions.

Organisation de travail : Principe de présentiel sur site, télétravail possible mais selon des quotas réduits.

Restauration : Sur site.

Accessibilité en transport / Parking : RER B, Ligne 7 et bus RATP à proximité. Parking possible sur site.

Vos contacts pour déposer une candidature		La procédure de votre recrutement
Renseignements et candidature : rh-ba.dap-snrp@justice.gouv.fr		Poste nécessitant une enquête administrative de sécurité <input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON

Vous voulez en savoir plus ?



<http://justice.gouv.fr>

<https://lajusticerecrute.fr/>